



PLAN D'ACTION
CONTRE L'AUSTÉRITÉ
ET LA DOMINATION
DES MARCHÉS
FINANCIERS

ALLIANCE
AGAINST
AUSTERITY

<http://www.european-left.org>

~~~~~

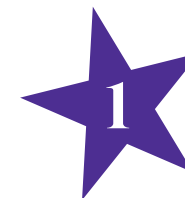
**A**t-on tout essayé pour sortir de la crise économique et sociale en Europe ? Les politiques d'austérité ont échoué, elles ont même produit des résultats catastrophiques en empêchant la relance économique, en détruisant les services publics, en faisant augmenter les dettes. Les jeunes, les femmes, les salarié(e)s, les retraité(e)s et toute personne bénéficiaire des politiques publiques, ont vu leurs conditions de vie, d'étude et de travail dégradées. Parallèlement, 13 000 milliards d'euros ont été versés aux banques depuis 2008 sans aucun effet sur l'économie réelle. L'imposition violente d'un nouveau plan d'austérité à la Grèce a montré que les gouvernements, les institutions européennes et la troïka, au service des marchés financiers, ne comptent pas changer de cap, quitte à user de la menace d'expulsion de la zone euro, de la manipulation médiatique et à couper les robinets financiers d'un pays déjà en très grande difficulté. Et ce, même contre les choix démocratiques des États-membres. Cet échec soulève un débat sur la nécessité de changer les logiques de la construction européenne qui font de ses traités, ses institutions, ses pouvoirs, ses politiques, des outils au service de la mondialisation capitaliste et non des peuples européens.

**D'autres politiques sont possibles.** Les mesures prises au Portugal par exemple (augmentation des salaires, restauration des jours fériés, 35h dans la fonction publique) nous montrent que d'autres solutions sont applicables immédiatement. Le Parti de la gauche européenne a décidé de construire un plan d'action proposant des transformations pour un développement économique, social et écologique bénéfique aux peuples européens, dans un cadre démocratique et de respect des souverainetés populaires.

~~~~~

La Gauche Européenne se compose de partis socialistes, communistes, rouges-verts et d'autres partis démocratiques de gauche, provenant des différents États membres de l'Union européenne et de ses pays associés. La Gauche Européenne permet à ses partis membres de collaborer de diverses manières à tous les niveaux de l'activité politique européenne – sur base des accords, principes et objectifs politiques stipulés dans le manifeste de la GE. Peut adhérer à la GE tout parti de gauche ainsi que toute organisation politique en Europe qui approuve les objectifs et principes du manifeste de la GE, et qui accepte son statut.

Il faut en discuter ! Nous voulons discuter, améliorer avec vous, ce plan d'action contre l'austérité et la domination des marchés financiers, et construire des actions, des événements pour rendre visible et crédible une autre politique, réellement au service des peuples européens. Plus que jamais, l'heure est à l'approfondissement et l'élargissement de notre démarche d'Alliance contre l'austérité (AAA).



Restructurer les dettes pour laisser respirer les peuples

Les dettes sont devenues insoutenables, non viables, dans plusieurs pays. On s'endette pour rembourser les dettes antérieures. Dans certains pays, le remboursement de la dette est devenu la première ou la deuxième ligne de dépense budgétaire, contraignant fortement toute possibilité de développement des services publics et toute politique économique publique volontariste.

C'est une réalité qui impose **une restructuration des dettes** des Etats européens comme mesure d'urgence pour laisser souffler les économies de nos pays. Cette démarche doit être appliquée à tous les pays européens « sous assistance financière » ou en passe de l'être.

L'UE devrait **aider les pays en difficulté à négocier** des échéanciers avec les créanciers, incluant des périodes de suspension des remboursements pour que l'argent serve à l'investissement. **La Banque centrale européenne doit pouvoir être prêteur de dernier ressort.** Il est possible de penser **un système nouveau de remboursement des dettes indexé sur les indices de développement des pays.** Ce serait un renversement majeur qui permettrait de partir de la réalité et tirer les pays vers le haut plutôt qu'imposer verticalement des règles inopérantes, contre-productives et dangereuses pour les peuples.

L'UE devrait aider les pays en difficulté à sortir du piège de la dette

Il faut en même temps ouvrir le débat sur **la légitimité de la dette** et en examiner la légalité : nous refusons le remboursement de la dette illégitime due à la spéculation et aux taux excessifs. Il n'est pas normal que les principaux responsables de la crise continuent à s'enrichir grâce aux dettes. Par ailleurs, il faut faire contribuer les immenses richesses qui existent en

Europe, et qui ont même continué de grandir pendant la crise. **Nous proposons une contribution des millionnaires et des milliardaires sous forme d'impôt exceptionnel** dans toute l'Europe. Ceux qui profitent de la crise doivent aussi participer à l'effacement de la dette.



Sortir de l'austérité, construire une politique de développement partagé

Les humains d'abord

Les politiques européennes organisant les privatisations, les coupes budgétaires et la dérégulation du marché du travail ne sont pas les bonnes solutions : non seulement elles sont inefficaces contre la crise, mais elles renforcent les mécanismes qui ont conduit à la crise. Nous luttons pour une profonde alternative : pour le retour à une conception de la politique qui fasse passer les besoins des gens avant le profit.

Nous voulons construire un plan de lutte contre la pauvreté, le chômage et la précarité

Le Parti de la gauche européenne lancera **une plateforme européenne contre l'austérité, les privatisations, la précarisation du travail, pour le renforcement des services publics et des systèmes de protection sociale**, réunissant les syndicats, les partis de gauche, les initiatives citoyennes et les mouvements sociaux pour mener des actions communes. Nous nous appuierons pour cela sur les luttes existantes.

Nous voulons construire **un plan de lutte contre la pauvreté, le chômage et la précarité**. Les vagues successives de libéralisation du marché

du travail et l'organisation du dumping social et salarial ne peuvent être les bases d'une politique au service des travailleurs et des travailleuses d'Europe, en particulier des femmes, des jeunes et des retraités qui sont les plus touchés.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit, au XXI^e siècle, enfin être atteinte et le débat doit enfin s'ouvrir sur **la réduction du temps de travail**. Nous proposons de réfléchir au meilleur moyen de **lutter contre le dumping social et salarial, d'une part en renforçant les lois et conventions collectives** qui protègent les salariés dans nos pays, et en développant **une méthode de convergence par le haut** des droits sociaux et du travail au plan européen.

Nous portons l'idée d'un plan d'investissement européen pour l'avenir qui oriente les investissements vers les besoins des gens et non le profit

Nous voulons développer les services publics pour répondre aux besoins humains élémentaires des gens. Un logement, un accès universel aux soins, à l'éducation, à la mobilité et à la culture sont des des droits humains fondamentaux indispensables pour une politique de gauche en Europe. Ces besoins ne peuvent être comblés par le secteur marchand pour l'ensemble des citoyens. Développer les services publics, c'est aussi créer de l'emploi public utile pour tous.

Cette politique partant des besoins et des droits humains fondamentaux de toutes et tous est le meilleur rempart contre les divisions et l'extrême droite.

Vers un contrat européen de développement partagé

Seule **une nouvelle politique de développement** engageant de moyens publics considérables peut permettre le redressement des économies de nos pays et la réponse aux défis sociaux et environnementaux de notre époque. Nous portons l'idée d'un **plan d'investissement européen pour l'avenir** qui oriente les investissements vers les besoins des gens et non le profit. Nous avons besoin d'une intervention active des états pour créer des centres de production. Nous soutenons la proposition de la Confédération européenne des syndicats, d'un programme d'investissement européen. Le plan d'investissement doit viser l'amélioration des infrastructures (réseaux

Nous rejetons le TTIP et les accords de libre échange qui ne construisent que de la concurrence et un abaissement général des normes sociales et écologiques, au profit des multinationales

de transports et de communication comme le rail, les routes et internet) et une politique industrielle ambitieuse et démocratique, favoriser la recherche publique et les grands projets nécessaires à la construction d'un nouveau modèle de développement social et écologique, permettre la création d'emploi stables dans le secteur public.

Cette logique de développement partagé est également celle qui doit prévaloir dans les échanges entre l'Eu-

rope et les autres régions du monde pour faire face aux défis planétaires. De meilleures conditions de vie en Europe passent par **mettre notre coopération régionale au service d'une transformation globale : développement humain, urgence climatique, accueil des réfugiés et solutions de paix internationale**. C'est pour cette raison que nous rejetons le TTIP et les accords de libre échange qui ne construisent que de la concurrence et un abaissement général des normes sociales et écologiques, au profit des multinationales.



Dégager des moyens pour l'investissement public

À cause des règles budgétaires fixées dans le pacte de stabilité, et des nouveaux mécanismes de tutelle mis en place depuis la crise (Traité budgétaire, semestre européen...) les États et les autorités locales ne peuvent aujourd'hui investir dans le développement économique, l'emploi, les services publics. Les États et les parlements nationaux doivent garder la maîtrise de leur budget et des choix économiques majeurs d'intérêt national, ce qui

n'empêche pas la mise en place de politiques communes au niveau européen. Par conséquent, **nous voulons renégocier les traités qui fixent les règles financières de l'UE et sortir nos pays du traité budgétaire**. Par exemple, il est indispensable de rompre avec la « règle d'or » de l'équilibre budgétaire et les règles du pacte de stabilité en termes de déficit et de rapport dette/PIB.

Dans l'immédiat, l'UE doit aider les pays à trouver des marges de manœuvre budgétaires et financières. **Les excédents budgétaires** des pays doivent pouvoir être utilisés pour les investissements et non, comme l'imposent les règles budgétaires européennes, pour le seul remboursement de la dette.

Les pays doivent être libres de développer une politique fiscale permettant d'augmenter leurs ressources. À quel titre un gouvernement démocratiquement élu n'aurait-il pas le droit de chercher de nouvelles ressources fiscales auprès des multinationales, des grandes entreprises et des personnes les plus riches afin d'augmenter ses recettes ? Au niveau européen, des coopérations sont également souhaitables.

Nous voulons la mise en œuvre réelle de la **taxe sur les transactions financières** qui doit ralentir la spéculation sur le marché des devises et taxer les superprofits. **Une coopération européenne contre l'évasion et la fraude fiscale** peut aussi dégager d'importantes ressources dans l'intérêt général. Nous proposons d'**engager le débat sur une politique fiscale commune** faisant contribuer tous les revenus et profits au financement.

Nous voulons faire de la BCE une banque d'investissement et de développement qui, en partant des réalités économiques des pays membres, mette son importante manne financière au service de leur développement.

Chaque pays devrait pouvoir signer un plan de développement et de redressement économique, selon ses priorités, avec la BCE qui prêterait aux Etats et aux petites et moyennes entreprises sous critères sociaux, écologiques et éthiques (via les banques centrales nationales et des pôles publics bancaires régionaux) sans contrepartie. Dans l'immédiat, **la création d'un fonds de développement social et écologique chargé de financer le plan européen de développement** est possible dans le cadre des traités.

Nous voulons la mise en œuvre réelle de la taxe sur les transactions financières



Transformer le système économique et monétaire européen, réglementer la finance

Une telle réorientation de l'économie exige une nouvelle conception du système monétaire. Les derniers événements ont rendu visibles la puissance des institutions et des marchés financiers dans les processus décisionnels européens de même que l'asymétrie inacceptable dans les négociations entre partenaires au sein de l'Eurogroupe. Le Système Economique et Monétaire européen est aujourd'hui un outil d'oppression au service de la finance et des élites dirigeantes, guidées par l'Allemagne. Nous voulons en transformer les objectifs et les modes de fonctionnement. La réussite économique se mesure pour nous à un tournant social et écologique, source pour le plus grand nombre d'un accroissement de la qualité de la vie pour la majorité sociale.

La Gauche européenne conteste le lien mécanique qui est fait entre appartenance à une monnaie unique, austérité et réformes structurelles néolibérales

La monnaie unique est aujourd'hui est devenu l'épicentre de la contestation de l'UE.

La Gauche européenne conteste le lien mécanique qui est fait entre appartenance à une monnaie unique, austérité et réformes structurelles néolibérales.

L'Euro peut être transformé en un outil de développement et non d'oppression. C'est avant tout une question de démocratie. C'est le cœur d'une bataille politique qui doit prendre une ampleur nouvelle. **La troïka doit disparaître** et les institutions technocratiques s'effacer derrière les ins-

tances démocratiques. Il faut **changer le modèle de fonctionnement de la zone euro** sur la base d'au moins deux principes : respect des souverainetés populaires et adaptation des politiques mises en œuvre en fonction de la réalité économique des pays.

La Banque centrale européenne ne peut pas être un outil de répression politique des États (ex : suspension des financements d'urgence des banques grecques) et de laxisme financier avec les banques privées qui continuent de jouer au casino sur les marchés sans aucun contrôle. Nous proposons **une révision complète des critères permettant l'allocation du crédit bancaire par la BCE** : des taux très bas pour l'investissement dans des projets de développement, des taux prohibitifs pour les opérations spéculatives. La BCE pourrait à la fois permettre l'engagement des ressources nécessaires à la transformation des modes de production et à la création d'emploi et désintoxiquer le système bancaire en Europe. Nous proposons de changer ses statuts car son « indépendance » vis à vis des décisions démocratiques et besoins des peuples nous rend tous dépendants des aléas du système financier mondial. Les élus et les représentants syndicaux des salariés doivent avoir une place dans ses processus décisionnels.

Nous voulons agir dans toute l'Europe pour réglementer la finance :

Nous n'oublions pas les causes de la crise financière mondiale de 2008. Le système bancaire mondial est malade et devient de plus en plus hors de contrôle. Pour assainir le système bancaire, il faut socialiser et contrôler strictement les grandes banques privées. L'Union européenne doit fixer des règles et une éthique (transparence bancaire, interdiction des produits financiers toxiques et du conseil en optimisation fiscale, séparation des activités bancaires, contrôle des conditions du crédit aux personnes, interdiction de la spéculation sur les produits de première nécessité, interdiction des licenciements boursiers, etc), **renforcer les mécanismes de sanction financiers et judiciaires** pour lutter contre la délinquance financière. Nous ne voulons plus que l'argent des citoyens serve de caution à la spéculation. Les banques fantômes ainsi que les sociétés écrans destinées à fausser les bilans, les Hedgefonds et autres sociétés « Private Equity » doivent être dissoutes.

À partir de ces éléments se dessine une nouvelle orientation économique pour l'Europe qui vise à répondre aux intérêts de 99% des salarié(e)s, des retraité(e)s, des personnes sans emploi, de la jeune génération.



Party of the European Left

25, Square de Meeus

1000 Brussels, Belgium

Telephone : +32 (0)2 502 2606

Fax : +32 (0)2 502 0173

Email : [info\(at\)european-left.org](mailto:info(at)european-left.org)



Party of the European Left



[@europeanleft](https://twitter.com/europeanleft)



<https://vimeo.com/europeanleft>



<http://www.european-left.org/fr/content/rss.xml>



[europeanleftparty](https://www.youtube.com/europeanleftparty)